



Autolib' et Vélib' Métropole

2 rue Jean Lantier
75001 Paris

Tél : 01 80 18 92 00
www.autolibmetropole.fr



**DÉLIBÉRATION 2017 22 –
Règlement intérieur de la Commission d'Appel d'Offres (CAO)**

Séance du Comité syndical du 10 mars 2017

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu L'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Considérant que le Syndicat doit définir les règles de fonctionnement de sa propre CAO dans le cadre d'un règlement intérieur adopté par délibération ;

Considérant que le projet de règlement intérieur de la CAO a été examiné par le Bureau syndical lors de la séance du 22 février 2017 ;

Sur le projet de règlement intérieur de la CAO présenté ;

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,

ADOpte le règlement intérieur de la Commission d'Appel d'Offres du Syndicat Mixte Autolib' et Vélib' Métropole ci-annexé.

La Présidente,

Marie-Pierre de la Gontrie



Autolib' et Vélib' Métropole

2 rue Jean Lantier
75001 Paris

Tél : 01 80 18 92 00
www.autolibmetropole.fr

DÉLIBÉRATION 2017 22 – Règlement intérieur de la Commission d'Appel d'Offres (CAO)

Séance du Comité syndical du 10 mars 2017

EXPOSÉ DES MOTIFS

L'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics a modifié le régime des commissions d'appel d'offres (CAO) des collectivités territoriales et de leur groupement.

L'article 102 de cette ordonnance a, en effet, abrogé le code des marchés publics à compter du 1^{er} avril 2016 et a modifié dans le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), l'article L 1414-2 qui dispose que pour les marchés publics dont la valeur estimée hors taxe est égale ou supérieure aux seuils européens, le titulaire est choisi par une commission d'appel d'offres composée conformément aux dispositions de l'article L 1411-5.

Il est à noter cependant que les nouveaux textes ne comportent pas de dispositions spécifiques au fonctionnement de la CAO mais que les collectivités doivent cependant définir les règles de fonctionnement de leur propre CAO dans le cadre d'un règlement intérieur adopté par délibération.

Je vous prie, mes chers (ères) collègues, de bien vouloir adopter le règlement intérieur de la Commission d'Appel d'Offres joint en annexe.

La Présidente



Autolib' et Vélib' Métropole

2 rue Jean Lanier
75001 Paris

Tél : 01 80 18 92 00
www.autolibmetropole.fr

PROJET

Règlement intérieur de la Commission d'Appel d'Offres

Séance du 10 mars 2017

SOMMAIRE

Textes de référence	page 3
TITRE 1 – COMPOSITION ET RÔLE DES MEMBRES	page 3
1.1 – Présidence	page 3
1.2 - Composition – Membres à voix délibérative	page 3
1.3 – Membres à voix consultative	page 3
 TITRE 2 – COMPÉTENCES	page 4
2.1 - Compétences de la Commission d'Appel d'Offres (CAO)	page 4
2.1.2 – Procédures ne relevant pas du champ de compétence de la CAO	page 4
 TITRE 3 – FONCTIONNEMENT	page 5
3.1 - Convocation	page 5
3.2 – Quorum	page 5
3.3 - Procès-verbal	page 5
3.4 - Réunions non publiques	page 5
3.5 - Règles de remplacement des membres titulaires par les membres suppléants en cas d'indisponibilité permanente d'un membre	page 5
3.6 - Confidentialité	page 6
 TITRE 4 – DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES A LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES	page 6
4.1 - Jury	page 6
4.2 - Règles de vote	page 6

Par l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, les articles du code des marchés publics relatifs à la commission d'appel d'offres (CAO) ont été abrogés.

Un nouvel article L.1414-2 a été introduit dans le code général des collectivités territoriales faisant application des règles de composition des commissions de délégation de service public (L.1411-5 C.G.C.T) aux CAO compétentes pour les marchés publics.

Les règles de fonctionnement des CAO ne figurant plus dans les nouveaux textes (exception faites des règles de quorum), chaque collectivité locale ou établissement public local devra lui-même définir les règles de fonctionnement de sa propre commission d'appel d'offres. Ces règles figurent dans le présent document.

TITRE 1 – COMPOSITION ET RÔLE DES MEMBRES

1.1 – Présidence

Le (la) Président(e) du Syndicat Mixte Autolib' et Vélib' Métropole est Le (la) Président(e) de la Commission d'Appel d'Offres (CAO).

Il (elle) peut, par arrêté, déléguer ces fonctions à un (une) représentant(e) et, le cas échéant, désigner un à un (une) ou plusieurs suppléant(e)s. Cette désignation ne peut intervenir parmi les membres titulaires ou suppléants de la commission.

1.2 - Composition – Membres à voix délibérative

Conformément à l'article L.1411-5 du CGCT, cette commission est composée du (de la) Président(e) du Syndicat Mixte Autolib' et Vélib' Métropole ou de son/sa représentant(e), président(e), et de cinq membres élus au sein de l'assemblée délibérante à la représentation proportionnelle au plus fort reste . Il est procédé, selon les mêmes modalités, à l'élection de cinq suppléants (art. L.1414-2 et L.1411-5 du CGCT).

Les listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir.

En cas d'égalité de restes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus.

Le (la) président(e) et les membres élus ont voix délibérative au sein de la Commission.

1.3 – Membres à voix consultative

Peuvent participer aux réunions de la commission d'appel d'offres avec voix consultative :

- des personnalités ou un ou plusieurs agents du syndicat mixte Autolib et Velib Métropole ou mis à disposition de celui-ci, désigné par le(la) président(e) de la Commission d'appel d'offres en raison de leur compétence en la matière qui fait l'objet de la consultation

La convocation vaut désignation de ces membres par le(la) Président(e) de la Commission.

Par ailleurs, sont systématiquement invités par le/la Président(e) de la Commission :

- le comptable public,
- le représentant du Ministre en charge de la concurrence.

Ils y participent avec voix consultative et leurs observations éventuelles sont consignées au procès-verbal.

TITRE 2 – COMPÉTENCES

2.1 - Compétences obligatoires de la Commission d'Appel d'Offres (CAO)

Conformément à l'article L.1414-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), la Commission d'Appel d'Offres (CAO) est l'organe compétent pour attribuer **tous les marchés conclus au-delà des seuils européens selon une procédure formalisée**, sauf en cas d'urgence impérieuse.

Condition de seuils de procédures	Condition de procédure de passation utilisée	Procédures concernées	Rôle de la CAO
<p>Marchés dont le montant est supérieur aux seuils de procédures formalisées (*)</p> <p><i>Pouvoir adjudicateur :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - 209 K€HT en fournitures et services - 5,225 M€HT en travaux <p><i>Entité adjudicatrice :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - 418 K€HT en fournitures et services - 5,225 M€HT en travaux 	Utilisation d'une procédure formalisée (art. 42 de l'ordonnance n° 2015-899 ^o)	<ul style="list-style-type: none"> - Appel d'offres (AO) - Procédure Concurrentielle avec Négociation (PCN) - Procédure négociée avec mise en concurrence préalable (PNMCP) - Dialogue compétitif (DC) 	Choix de l'attributaire
Tout projet d'avenant entraînant une augmentation du montant global supérieure à 5 % pour les marchés attribués par la CAO (L.1414-4 CGCT)	Exclusion des modifications unilatérales, décisions de poursuivre ou autres modifications contractuelles	Toute procédure relevant de la compétence d'attribution de la CAO	Avis simple (**)

(*) Les montants cités correspondent aux seuils de procédures formalisées et sont actualisés en même temps que ces derniers.

(**) L'avis simple ne lie pas l'autorité compétente pour attribuer le marché ou conclure un avenant.

2.1.2 – Procédures ne relevant pas du champ de compétence de la CAO

Conformément à l'article 42 de l'ordonnance n° 2015-899 relative aux Marchés publics, les procédures suivantes ne relèvent pas de la compétence de la CAO :

- Les marchés dont la valeur estimée est inférieure aux seuils de procédure formalisée ne sont pas attribués par la CAO, quand bien même il est fait recours à une procédure formalisée pour leur conclusion.
- A l'inverse, les marchés dont la valeur estimée est supérieure aux seuils de procédure formalisée

mais conclus en procédure adaptée sur le fondement des articles. 28 et 29 du décret n° 2016-360 relatif aux marchés publics) ou selon un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence (art. 30 du décret n° 2016-360), ne sont pas attribués par la CAO .

- Les lots passés conformément à l'article 22 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 donnent lieu à une procédure adaptée.
- Les marchés exclus du champ d'application de l'ordonnance ne relèvent pas du champ de compétence de la CAO (articles 14 et 15 de l'ordonnance n° 2015-899, relatifs aux marchés exclus - articles 17 et 18 de l'ordonnance n° 2015-899, relatifs à la quasi régie et à la coopération public – public).

TITRE 3 - FONCTIONNEMENT

3.1 - Règles de convocation

Les convocations aux réunions de la commission d'appel d'offres, signées par le(la) président(e) sont adressées par courrier ou par courriel aux membres au moins cinq jours francs avant la date prévue pour la réunion.

Est joint à la convocation, l'ordre du jour prévisionnel de la réunion. Cet ordre du jour peut être modifié, par retrait de certains points, jusqu'au jour de la réunion de la commission.

Si après une première convocation, le quorum n'a pas été atteint, la Commission est à nouveau convoquée sans condition de délai. Elle se réunit alors valablement sans condition de quorum.

Afin notamment d'assurer les règles de quorum, les membres titulaires et suppléants sont convoqués pour chaque réunion avec une priorité accordée aux premiers.

3.2 – Quorum

Le quorum est atteint lorsque plus de la moitié des membres ayant voix délibérative sont présents,

En l'absence du (de la) président (e) de la commission, la réunion ne peut avoir lieu.

3.3 - Procès-verbal

Les décisions de la CAO sont formalisées pour chaque attribution de marché dans un rapport de la CAO ou dans un avis pour chaque projet d'avenant. Tous les membres de la CAO peuvent demander que leurs observations soient portées dans ces documents valant procès-verbal.

3.4 - Réunions non publiques

Les réunions ne sont pas publiques.

3.5 - Règles de remplacement des membres titulaires par les membres suppléants en cas d'indisponibilité permanente d'un membre

Il est pourvu au remplacement d'un membre titulaire par le suppléant inscrit sur la même liste, et venant

immédiatement après le dernier titulaire de ladite liste. Le remplacement du suppléant ainsi devenu membre titulaire, est assuré par le candidat inscrit sur la même liste, immédiatement après le dernier membre suppléant retenu.

Il est procédé au renouvellement intégral lorsqu'une liste se trouve dans l'impossibilité de pourvoir, dans les conditions telles que prévues ci-dessus, au remplacement des membres titulaires auxquels elle a droit.

3.6 - Confidentialité

Le contenu des échanges et informations données aux membres de la commission est strictement confidentiels de même que les échanges lors des réunions de cette commission et ne doivent donc faire l'objet d'aucune communication à des tiers.

TITRE 4 – DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES A LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES

Article 4.1 - Jury

Pour certaines procédures, notamment celle de concours, de marché de conception - réalisation et marchés globaux, la réunion d'un jury est obligatoire.

Conformément à l'article 89 du décret n°2016-360 relatif aux marchés publics, les membres élus de la Commission d'Appel d'Offres font partie du jury. Dès lors, la collectivité aura le choix de recourir, soit à la Commission d'Appel d'Offres permanente, soit à une Commission d'Appel d'Offres spécifiquement élue pour l'opération concernée.

Le présent règlement intérieur s'applique également au jury. Il est précisé que d'autres membres élus de la collectivité ne peuvent siéger au sein du jury au titre des autres collèges le composant. De même, sous réserve de la décision du président du jury, aucun agent de la collectivité ne peut siéger au sein du jury avec voix délibérative.

Article 4.2 - Règles de vote

En cas de partage égal des voix, le/la Président(e) de la commission a voix prépondérante.